REVUE DE PRESSE DU 27/11/2017

1- Le Ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, a affirmé dimanche à Alger que la loi de finances 2018 contribuera au maintien de la politique de subvention budgétaire et au renforcement de la croissance outre la maîtrise des dépenses publiques et l'utilisation rationnelle des recettes, ce qui induira à une amélioration du taux de croissance économique au service de la nation et du citoyen.

2- Le Projet de loi de finances 2018 a été adopté dimanche à la majorité par l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d`une séance plénière présidée par M. Said Bouhadja, président de cette institution parlementaire, en présence notamment du ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, et d'autres membres du gouvernement.

3- La loi de finances (LF) 2018, adoptée dimanche à la majorité par les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), a vu l'introduction de six (06) nouveaux articles et 10 amendements visant à garantir les équilibres financiers et rationnaliser les dépenses publiques en préservant les acquis et la dimension sociale de l'Etat.

4- L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel a été de 6% jusqu'à octobre 2017, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS**).** L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel en octobre 2017 est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte des douze (12) mois allant de novembre 2016 à octobre 2017 par rapport à la période allant de novembre 2015 à octobre 2016.

5- Un Protocole d'accord de coopération entre la Chambre algérienne de l'industrie et du commerce (CACI) et le Forum des chefs d'entreprises de la Côte d'Ivoire a été signé dimanche à Alger pour favoriser le partenariat et les échanges commerciaux entre les deux pays. A travers ce document, qui a été paraphé lors de la tenue d'un forum d'affaires algéro-ivoirien, il s'agit d'établir un cadre légal régissant les relations entre ces deux organismes de façon à permettre aux opérateurs économiques des deux pays de prendre connaissance des opportunités d'investissements et de renforcer les échanges commerciaux bilatéraux.

6- Une entreprise privée spécialisée dans la production de l'énergie solaire est en «pourparlers» avec la wilaya de Béchar pour la réalisation d'une centrale scolaire, a-t-on appris mardi auprès du wali. «Actuellement, nous sommes en pourparlers avec cette entreprise pour la réalisation et l'équipement d'une première centrale de production de l'énergie solaire et qui pourra être implantée dans l'une des communes de la wilaya», a précisé Dziri Tewfik.

7- Une grève déclenchée en début de matinée du dimanche par le personnel navigant de la compagnie Tassili Airlines a été suspendue avec la reprise des vols prévus, a indiqué à l'APS le responsable de la communication de cette compagnie aérienne, Karim Bahard.

8- 3.120 personnes ont trouvé la mort et 31.540 autres ont été blessées dans 21.670 accidents de la route enregistrés au niveau national durant les dix premiers mois de l'année en cours, indique dimanche un bilan du Centre national de prévention et de sécurité routières (CNPSR).

A lire :

Loi de finances 2018: préservation des dépenses publiques et bonne maitrise des recettes

Le Ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, a affirmé dimanche à Alger que la loi de finances 2018 contribuera au maintien de la politique de subvention budgétaire et au renforcement de la croissance outre la maîtrise des dépenses publiques et l'utilisation rationnelle des recettes, ce qui induira à une amélioration du taux de croissance économique au service de la nation et du citoyen.

A l'issue du vote du projet de loi de finances 2018 (PLF) à la majorité absolue lors d'une séance plénière présidée par M. Saïd Bouhadja, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a précisé que ce texte constituait "un pas important dans le processus législatif annuel budgétaire de l'Etat, ce qui permettra le rétablissement des grands équilibres économiques du pays".

Répondant aux questions de la presse, en marge de la séance de vote sur la suppression de l'ISF (l'impôt sur la fortune), le ministre a indiqué que la priorité demeure actuellement "la lutte contre l'évasion fiscale et l'augmentation des recettes fiscales, à travers l'exploitation de tous les moyens offerts au niveau de l'administration fiscale en vue de lutter contre ces pratiques nuisibles à l'économie nationale".

-FIN-